

ENTREPRENSA

Agence guatémoltèque de presse



Informations du Guatemala

4° année/N° 192

du 10 au 16 octobre 1986

POLITIQUE

Cerezo attaque le Nicaragua

L'aide au Guatemala contestée en Allemagne fédérale

Cerezo conspiré en RFA

Amnesty International critique le Guatemala

URNG : Les causes de la violence persistent

L'assistance économique nord-américaine afflue

Démarches infructueuses sur les cas de disparition

ECONOMIE

Le budget 1987 critiqué

CONTRE-INSURRECTION

L'armée reconnaît la mobilisation militaire

INSURRECTION

L'ORPA détruit un convoi blindé

Des unités de l'EGP attaquent une caserne militaire

MOUVEMENT POPULAIRE

Une enquête sur les disparus est exigée

DROITS DE L'HOMME

Des enfants disparaissent

Une vieille dame et ses deux petites filles enlevées

Un porté disparu retrouvé assassiné

Des enfants et des jeunes victimes de la violence officielle

LE POINT SUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

4° P. 12315



Chers amis,

Nous n'avons pas pu, en raison de difficultés techniques de transmission et de problèmes de traduction, vous faire parvenir régulièrement la version française de notre bulletin hebdomadaire : ENFOPRENSA.

Nous en sommes désolés, mais nous vous proposons de recevoir la version espagnole du bulletin, qui vous parviendrait plus rapidement.

Merci de nous faire savoir si cet envoi vous intéresse. Nous nous employons, par ailleurs, à mettre à jour notre édition française. N'oubliez pas de porter votre numéro d'inscription sur toute correspondance.

Merci de votre attention,

ENFOPRENSA BELGIQUE

POLITIQUE

CEREZO ATTAQUE LE NICARAGUA

En Amérique centrale, "il y a 4 démocraties et un régime totalitaire : le Nicaragua", a déclaré le 14 octobre le président Vinicio Cerezo au cours d'une visite à la fondation démocrate-chrétienne Conrad Adenauer, à la fin d'un séjour de 4 jours en Allemagne fédérale.

L'AIDE AU GUATEMALA CONTESTEE EN ALLEMAGNE FEDERALE

Le Guatemala n'est pas un pays de démocratie véritable, et les droits de l'homme n'y sont pas respectés, ont signalé le 13 octobre les membres du parti écologiste d'Allemagne fédérale (les "Verts"), en critiquant l'octroi de 5 millions de marks allemands (2,5 millions de dollars) à la police du Guatemala.

Selon les Verts, il y a eu, entre les mois de janvier et d'août 1986, 551 assassinats et disparitions au Guatemala ; les organisations de sécurité de l'Etat persécutent, enlèvent et exécutent des citoyens pour des raisons politiques.

Le parti social-démocrate d'Allemagne fédérale s'est joint aux critiques formulées à l'assistance économique accordée par la RFA au gouvernement guatémaltèque.

CEREZO CONSPUE EN RFA

Le 13 octobre, des centaines de personnes ont conspué le président du Guatemala, Vinicio Cerezo, lors de son arrivée au palais de la Redoute, près de Bonn, où il offrait une réception aux autorités fédérales, marquant le début de sa visite de 4 jours en RFA.

Plusieurs organes de presse allemands ont accusé la démocratie chrétienne guatémaltèque de mensonge et lui ont reproché d'utiliser les mêmes arguments que le régime militaire précédent pour occulter l'information relative aux disparitions.

AMNESTY INTERNATIONAL CRITIQUE LE GUATEMALA

L'organisation humanitaire Amnesty International a critiqué, dans un rapport rendu public le 14 à New York, la situation des droits de l'homme au Guatemala après 9 mois de gouvernement démocrate-chrétien.

Amnesty exige que le président Cerezo ouvre une enquête sur cette situation grave qui affecte les possibilités réelles de mise en place de tout processus de démocratisation dans le pays.

URNG : LES CAUSES DE LA VIOLENCE PERSISTENT

Le gouvernement démocrate-chrétien prétend convaincre la communauté internationale de ce que les faits qui sont à l'origine de la lutte révolutionnaire et populaire ont disparu au Guatemala, a déclaré le 13 octobre Sofia Ruiz, au nom de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque.

Selon Sofia Ruiz, la solidarité internationale avec le peuple guatémaltèque est nécessaire en ce moment, afin de surmonter la situation critique qui persiste dans le pays.

L'ASSISTANCE ECONOMIQUE NORD-AMERICAINE AFFLUE

On a officiellement appris le 8 octobre que le gouvernement nord-américain avait l'intention d'accorder 10 millions de dollars destinés à des programmes agricoles au Guatemala, par le biais de l'Agence Internationale pour le Développement.

Les programmes seront réalisés dans les départements de Quetzaltenango, San Marcos, Solola, Huehuetenango, El Quiché, et Totonicapan, dans une région du nord-ouest du pays, qualifié de "zone de conflit".

DEMARCHES INFRUCTUEUSES SUR LES CAS DE DISPARITIONS

Une information officielle diffusée le 14 octobre met un terme à la première phase de recherche des personnes portées disparues. La Cour Suprême de justice déclare les résultats "peu satisfaisants". Le Groupe d'Appui Mutuel, le Minnesota Lawyers International Comitee et la Commission des Droits

de l'homme du Guatemala ont déposé séparément depuis 1982 un recours en habeas corpus. Le juge Olegario Labbe a été chargé de ce recours le 31 mai 1986, toujours valable à l'heure actuelle.

ECONOMIE

LE BUDGET 1987 CRITIQUE

Le projet de loi de finances présenté par le pouvoir exécutif devant le Congrès de la République prévoit que seulement 15 % des dépenses de la nation seront consacrées à l'investissement, a remarqué le député Hector Luna Troccoli dans une déclaration le 13 octobre.

Selon le représentant parlementaire, le gouvernement devait 652 millions de dollars au titre du service de la dette extérieure, mais n'en a payé que 72, ce qui permet à la Banque Centrale et au ministère des Finances d'affirmer qu'il y a abondance de dollars au Guatemala. La dette extérieure du Guatemala s'élève actuellement à 3 500 millions de dollars, dont 513 devront être amortis au cours de l'année prochaine.

CONTRE-INSURRECTION

L'ARMEE RECONNAIT LA MOBILISATION MILITAIRE

Le porte-parole de l'institution militaire a reconnu le 8 octobre que de nombreux déplacements et une mobilisation importante des troupes avaient lieu dans le département de Suchitepequez (sud-ouest du pays).

Des habitants de la région, interrogés par la télévision ont déclaré que des avions de combat survolent et bombardent la zone de manière indiscriminée.

De son côté, le chef d'état major de l'armée, le général Hector Gramajo, a fait savoir, que malgré les opérations intensives menées par les forces armées dans cette région, aucune perte n'a pu être infligée aux insurgés, ni aucun matériel saisi.

INSURRECTION

L'ORPA DETRUIT UN CONVOI BLINDE

Dans un communiqué diffusé le 8 octobre, l'ORPA (Organisation du Peuple en Armes) déclare avoir détruit le 29 septembre un convoi blindé de l'armée, dénommé "Kusuko", et tué les 15 soldats qui se trouvaient à bord du convoi, sur la route qui mène du village de Coca à la municipalité de San Lucas Toliman (départements du Suchitepequez et de Solola). Le "Kusuko" est fabriqué par l'armée guatémaltèque, sur des indications israéliennes.

Le 10 octobre, la presse locale a fait savoir que des unités de l'ORPA soutiennent de violents combats contre les troupes gouvernementales sur le chemin reliant les domaines de El Chorro et de la Corona, dans la région du Suchitepequez.

DES UNITES DE L'EGP ATTAQUENT UNE CASERNE MILITAIRE

Les forces insurgées ont attaqué le 9 octobre une caserne située sur le domaine de La Perla, municipalité de Nebaj, dans le département du Quiché (nord-ouest du pays) ; elles ont causé au moins 7 pertes à la troupe, a fait savoir le 14 octobre un communiqué de l'EGP (Armée de Guérilla des Pauvres).

Les forces de l'EGP ont par ailleurs infligé 8 pertes aux troupes gouvernementales, les 28 et 29 septembre, dans plusieurs localités de la municipalité de Nebaj.

MOUVEMENT POPULAIRE

UNE ENQUETE SUR LES DISPARUS EST EXIGEE

Dans un communiqué publié le 9 octobre dans la presse locale, le Comité National pour l'Unité Syndicale (CNUS), en exil, a exigé que le président de la Cour Suprême de Justice, Edmundo Vasquez, rende public le résultat de l'enquête menée sur les cas de disparitions survenus ces dernières années.

Le communiqué comporte une liste de 70 ouvriers et dirigeants syndicaux enlevés par les forces gouvernementales ces dernières années et au sujet desquels le gouvernement n'a donné aucune information.

LES ENTREPRENEURS EMPECHENT LA LIBRE SYNDICALISATION

19 travailleurs des laboratoires UNIPHARM ont été licenciés pour s'être syndiqués, a dénoncé le 12 octobre la Fédération Centrale des Travailleurs du Guatemala (FECETRAG), d'obédience chrétienne.

DROITS DE L'HOMME

DES ENFANTS DISPARAISSENT

Le 8 octobre, les familles de Edwin Estuardo Echevarria (10 ans) et de Mirta Marilinda Jimenez Morales (12 ans), ont signalé leur disparition, survenue respectivement le 2 octobre et le 27 septembre. On est toujours sans nouvelles des deux enfants.

Pedro Cartagena Castaneda a également signalé le 8 octobre la disparition de son fils Jesus, le 12 février dernier, alors qu'il était sorti pour chercher du travail.

UNE VIEILLE DAME ET SES DEUX PETITES FILLES ENLEVEES

Des policiers en civil, mais circulant à bord de voitures officielles, ont occupé le 8 octobre le village de Granados, municipalité de San Carlos, dans le département de Retalhuleu (sud-ouest du pays) ; après avoir mis le feu à 8 maisons, ils ont obligé Mme Ester Merida Lemus, 67 ans, et ses petites filles Vilma et Irma Gramajo Merida, 17 et 14 ans, à les suivre. La nouvelle est parue dans la presse locale le 10 octobre.

UN PORTE DISPARU RETROUVE ASSASSINE

Des sources judiciaires ont fait savoir le 10 octobre que le cadavre d'Elmer Augusto Vega, 30 ans, enlevé par les forces de sécurité dans la ville de Escuintla il y a quelques jours,

a été retrouvé portant des traces de tortures sur une route reliant la capitale Guatemala-ciudad à la Antigua Guatemala. Le cadavre présente des traces de violences et 5 traces de balles.

DES ENFANTS ET DES JEUNES VICTIMES DE LA VIOLENCE OFFICIELLE

On a appris le 13 octobre l'assassinat par des agents en civil de Walter Noe Virula, 13 ans, élève d'un collège du secondaire dans le village El Chivo, département de Jutiapa.

La mère de Ovidio Berganza (19 ans, agriculteur) a dénoncé son enlèvement par des effectifs gouvernementaux il y a plusieurs jours dans le village El Chaal, municipalité de Santa Ana, dans le département du Peten (nord du pays).